



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
DREAL Bourgogne-Franche-Comté  
Ud 39-71 / Antenne de Chalon-sur-Saône  
1 rue Georges Feydeau  
71100 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 07/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**NEXANS FRANCE SA**

101 route d'Arnay  
71400 Autun

Références : XG/NM/2025/C\_97  
Code AIOT : 0025200036

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2025 dans l'établissement NEXANS FRANCE SA implanté 101 route d'Arnay 71400 Autun. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'effectue dans le cadre du suivi des arrêtés préfectoraux :

- de mesures d'urgence du 11 mars 2025 référencé DCL-BRENV-2025-70-1,
  - de mise en demeure du 27 mars 2025 référencé DCL-BRENV-2025-86-1,
- et de la visite d'inspection réactive du 19 février 2025 consécutive au sinistre survenu le 13 février 2025 sur une installation de ventilation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NEXANS FRANCE SA
- 101 route d'Arnay 71400 Autun
- Code AIOT : 0025200036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NEXANS FRANCE est un acteur mondial de la production de fils et câbles électriques à usages professionnels ou domestiques.

Une partie de la production des câbles électriques est assurée à l'usine d'Autun ; elle comprend notamment un procédé d'extrusion de matières plastiques pour le gainage des câbles électriques. Cette activité sur l'établissement d'Autun est régulièrement autorisée, entre autres, par l'arrêté préfectoral modifié n° 2014014-0005 du 14/01/2014.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Déchets
- Eaux souterraines
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Valeurs limites d'émissions	AP de Mise en Demeure du 27/03/2025, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures conservatoires	AP de Mesures d'Urgence du 11/03/2025, article 1	Sans objet
2	Évacuation des déchets	AP de Mesures d'Urgence du 11/03/2025, article 2	Sans objet
3	Élaboration d'un plan de prélèvement	AP de Mesures d'Urgence du 11/03/2025, article 3	Sans objet
4	Mise en œuvre du plan de prélèvement	AP de Mesures d'Urgence du 11/03/2025, article 4	Sans objet
5	Résultats et interprétation de la	AP de Mesures d'Urgence du 11/03/2025, article 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	surveillance environnementale		
6	Évaluation de la structure du bâtiment	AP de Mesures d'Urgence du 11/03/2025, article 6	Sans objet
7	Remise en service	AP de Mesures d'Urgence du 11/03/2025, article 7	Sans objet
8	Dépôt de dossier	AP de Mise en Demeure du 27/03/2025, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a conduit l'ensemble des mesures d'urgence et satisfait aux prescriptions de la mise en demeure, à l'exception des analyses de l'installation remise provisoirement en service en raison des délais pris par les diverses expertises et l'évacuation des déchets. Les résultats des analyses ont été transmis transmises à l'inspection a posteriori.

Une nouvelle installation plus sécuritaire est en cours d'acquisition.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mesures conservatoires

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 11/03/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures d'urgence post-accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant procède immédiatement à la protection de la zone du sinistre contre les intempéries, notamment pour prévenir la lixiviation des déchets résultants du sinistre.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a procédé à la protection de la zone sinistrée par la pose de bâches de protection étanches spécifiquement acquises.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Évacuation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 11/03/2025, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures d'urgence post-accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fait évacuer les déchets et procéder à leur traitement en filière spécialisée dans le délai de un mois. Il atteste de cette opération en transmettant à l'inspection les bordereaux de suivi de déchets.

<p><b>Constats :</b></p> <p>En raison des délais nécessaires à l'expertise du bâtiment, à la recherche des causes de l'incendie et à la réalisation des prélèvements environnementaux, l'exploitant n'a pu procéder à l'évacuation des déchets du sinistre que le mardi 10 juin 2025.</p> <p>Les bordereaux de suivi des déchets ne sont pas édités au jour de la visite.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les bordereaux de suivi de déchets dès leur réception.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Élaboration d'un plan de prélèvement

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 11/03/2025, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures d'urgence post-accident</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élabore et transmet à l'inspection dans le délai maximal de 5 jours ouvrés un plan de prélèvement comprenant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un état des lieux concernant le terme source du sinistre : nature et quantité de produits combustibles et matières dangereuses concernés/impactés par l'incendie ;</li> <li>• une évaluation de la nature et des quantités de produits/produits de décomposition susceptibles d'avoir été émis à l'atmosphère/dans le milieu aqueux/dans les sols, compte tenu de la quantité et de la composition des produits impliqués dans le sinistre et des conditions de développement de l'incendie qui ont pu être observées ;</li> <li>• une proposition de points de prélèvements (plan de surveillance environnementale) sur des matrices pertinentes justifiées ; les matrices choisies tiennent compte de la ou des zones maximales d'impact et des enjeux répertoriés. Ce plan prévoit également des prélèvements dans des zones estimées non impactées par le sinistre qui seront utilisées comme zones témoins (des témoins sont nécessaires pour toutes les matrices échantillonnées) ;</li> <li>• la justification des paramètres à analyser au regard des substances concernées par les émissions atmosphériques et/ou aqueuses du sinistre.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a élaboré et transmis à l'inspection un plan de prélèvement conforme aux prescriptions.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Mise en œuvre du plan de prélèvement

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 11/03/2025, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures d'urgence post-accident</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

L'exploitant met en œuvre dans les meilleurs délais le plan de prélèvements défini en application de l'article 2, modifié pour tenir compte des éventuelles remarques formulées par l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le plan de prélèvement initialement défini a été entièrement mis en œuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Résultats et interprétation de la surveillance environnementale

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 11/03/2025, article 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures d'urgence post-accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats d'analyses des différents prélèvements sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM) (méthodologie sites et sols pollués) en vue d'identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusés. Les résultats et leur interprétation tels que décrits ci-dessus sont transmis à l'inspection des installations classées. En cas d'impact révélé par les mesures réalisées, l'exploitant élabore un plan de gestion et le transmet à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le rapport d'analyses fait état d'une légère pollution des sols aux hydrocarbures qui serait due aux activités antérieures du site, ainsi que d'une anomalie en aval éolien dont l'origine diffère de l'incendie. La mise en œuvre d'un plan de gestion de la pollution des sols n'est pas envisagée à ce stade ; ces résultats d'analyse sont donc à conserver en cas d'une éventuelle réhabilitation future du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Évaluation de la structure du bâtiment

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 11/03/2025, article 6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures d'urgence post-accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fait procéder à l'évaluation de l'état structurel du bâtiment par un bureau d'études spécialisé. Il transmet les conclusions de cette étude à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  La structure du bâtiment a été évaluée ; le rapport d'expertise transmis à l'inspection conclut à l'absence de dommage à la structure.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 7 : Remise en service**

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 11/03/2025, article 7
--

Thème(s) : Autre, Mesures d'urgence post-accident
---

**Prescription contrôlée :**

La remise en service des installations sinistrées est conditionnée à la justification auprès de l'inspection de :

- la prise en compte du retour d'expérience du sinistre ;
- la justification du respect de l'ensemble des prescriptions du chapitre 4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé.

**Constats :**

S'agissant du retour d'expérience du sinistre, il ressort des investigations internes qu'un afficheur d'alarme était en panne et que le système de sécurité du dispositif d'extinction était mal programmé par le fabricant du matériel. Ce qui a conduit à un défaut d'alerte de l'incendie. Cependant, les différentes expertises menées n'ont pas permis de déterminer la cause exacte du sinistre.

En conséquence, l'exploitant a engagé le projet de remplacement total de l'installation de ventilation sinistrée par un modèle plus performant et sécuritaire (préfiltre, sondes doubles, système d'extinction par inertage, supervision avec renvoi d'alarme).

L'exploitant a temporairement remis en service les équipements d'une ancienne installation, qui était conservée en secours, le temps de faire concevoir et installer les nouveaux équipements. Dans cette configuration transitoire, l'exutoire C8 est neutralisé et sa gaine d'évacuation est désormais raccordée à l'exutoire C7, dont le débit nominal, tel que prescrit par l'arrêté préfectoral d'autorisation, est de 1 650 m<sup>3</sup>/h.

S'agissant de la conformité de l'installation, l'exploitant a passé commande des mesures des paramètres et analyses des concentrations des rejets le 9 avril 2025. Cependant, celles-ci n'ont pas pu être conduites sur l'exutoire C8 d'origine remis en service en raison de la présence de l'installation sinistrée dont l'évacuation a été retardée par la nécessité des expertises. Les déchets ont été évacués le 10 juin 2025.

Les analyses ont été réalisées a posteriori de la visite, le 26 juin 2025, le rapport transmis conclut à la conformité des rejets en débit et en valeurs limites d'émission.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 8 : Dépôt de dossier**

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/03/2025, article 1
--

Thème(s) : Situation administrative, Modification de l'installation
---

**Prescription contrôlée :**

<p>La société NEXANS France, exploitant l'installation classée implantée 101 route d'Arnay à Autun (71400), est mise en demeure, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, de porter à connaissance du préfet les modifications apportées à l'installation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a porté à la connaissance du préfet le 28 avril 2025 le descriptif des modifications apportées à l'installation à date. La mise en demeure peut être levée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La modification de l'installation liée au futur équipement de ventilation sera portée à la connaissance du préfet. Le dossier sera accompagné d'un document de réexamen de l'étude de dangers du site et d'un avis technique du service de prévision du SDIS.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Valeurs limites d'émissions**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/03/2025, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société NEXANS France, exploitant l'installation classée implantée 101 route d'Arnay à Autun (71400), est mise en demeure de respecter dans un délai de 1 mois, les valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques définies à l'article 4.2.4 de l'arrêté préfectoral susvisé. Il informe l'inspection des installations classées de la solution technique retenue pour parvenir à cette fin sous le même délai.</p> <p>L'exploitant fait effectuer, dans un délai de 3 mois, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, NO<sub>x</sub> et COVNM dans les gaz rejetés à l'atmosphère. L'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection des installations classées le résultat des analyses dès leur réception.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'analyse des rejets de l'exutoire C8, temporairement commun avec le C7, bien que commandée le 9 avril 2025, n'a pas pu être réalisée à la date de la visite d'inspection en raison de la présence de l'installation sinistrée dont l'évacuation, qui a été effectuée le 10 juin 2025, a été retardée par la nécessité des expertises.</p>



<p>Les analyses ont été réalisées a posteriori, le 26 juin 2025, sur l'exutoire C7 de l'installation temporairement remise en service. Le rapport d'analyses transmis conclut à la conformité des rejets.</p> <p>La mise en demeure peut être levée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport d'analyse des rejets de l'exutoire C8 remis en service.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>